

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES  
ET DE SERVICES**

---



---

**PRISE EN STENOGRAPHIE ET RETRANSCRIPTION DE  
DEBATS DE REUNIONS ORGANISEES PAR  
L'ACOSS**

---

**Appel d'Offres Ouvert**

**N° de procédure : P2504-AOO-SGCA**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## SOMMAIRE

DEFINITIONS.....	<a href="#">34</a>
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE.....	<a href="#">45</a>
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L’ACCORD CADRE .....	<a href="#">57</a>
ARTICLE 3 – FORME DE L’ACCORD CADRE.....	<a href="#">57</a>
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L’ACCORD-CADRE .....	<a href="#">57</a>
ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ .....	<a href="#">68</a>
ARTICLE 6 – DUREE DU PRESENT MARCHÉ.....	<a href="#">68</a>
ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE.....	<a href="#">68</a>
ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTIONS DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE .....	<a href="#">79</a>
ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION .....	<a href="#">810</a>
ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	<a href="#">810</a>
ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES .....	<a href="#">1012</a>
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	<a href="#">1416</a>
ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....	<a href="#">1517</a>
ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DU PRESENT ACCORD-CADRE.....	<a href="#">1618</a>
ARTICLE 14 – PENALITE DE RETARD.....	<a href="#">1618</a>
ARTICLE 16 – PRIX DES PRESTATIONS .....	<a href="#">1719</a>
ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER .....	<a href="#">1921</a>
ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE .....	<a href="#">2022</a>
ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	<a href="#">2123</a>
ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES COMMUN .....	<a href="#">2123</a>
ARTICLE 21 – RESILIATION COMMUN.....	<a href="#">2123</a>
ARTICLE 22 – CLAUSES DE REEXAMEN.....	<a href="#">2224</a>
ARTICLE 23 – LITIGES .....	<a href="#">2225</a>
ARTICLE 24 – CONFLIT D’INTERETS .....	<a href="#">2325</a>
ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU C.C.A.G / FCS.....	<a href="#">2326</a>

Ce document comporte 22 pages.

## DEFINITIONS

En complément de l'article 2 du CCAG-FCS, chacune des expressions utilisées dans le présent document, y compris dans ses annexes, a la signification donnée ci-après :

« **Accord-cadre** » : désigne l'acte juridique conclu par l'ACOSS et le titulaire, prévu par l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique. Il fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté par l'émission de bons de commande.

« **Bons de commande** » : désigne les documents écrits prévus par l'article R. 2162-13 du Code de la commande publique qui sont adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations décrites dans l'accord cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité dans les conditions prévues au présent accord cadre.

« **Pouvoir adjudicateur ou ACOSS** » : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale – Personne morale de droit public, dont le siège social est situé à Montreuil (93100) et qui dispose de 8 sites en France métropolitaine :

- site de Biot : 750, avenue de Roumanille – Sophia Antipolis – 06410 BIOT
- site de Caen : 20, avenue Alfred Kastler – 14063 CAEN
- site de Lille : 13, rue Denis Papin – Parc d'activités des Prés – 59658 VILLENEUVE D'ASCQ cedex
- site de Lyon : 590, cours du 3<sup>ème</sup> Millénaire – 69792 SAINT PRIEST cedex
- site de Marseille : 20, avenue Viton – BP 31 – 13274 MARSEILLE cedex
- site de Nancy : 12, rue du Bois de la Champelle – Parc d'activités du Brabois – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
- site de Nantes : 2-4, rue Coulongé – BP 12833 – 44328 NANTES cedex
- site de Toulouse : Avenue d'Atlanta – BP2152 – 31020 TOULOUSE cedex

**Le « Titulaire »** : Attributaire et signataire de l'accord cadre retenu par l'ACOSS à l'issue de la procédure de marchés publics.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le marché concerne la prise en sténotypie et la retranscription des débats de réunions organisées par l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS).

### **Le lieu d'exécution de la prestation :**

Les prestations se dérouleront à l'adresse suivante : URSSAF CAISSE NATIONALE, 36 rue de Valmy, 93 MONTREUIL

## **ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE L'ACCORD CADRE**

La présente consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 – FORME DE L'ACCORD CADRE**

Le présent marché public est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il définit les conditions juridiques, techniques et financières ainsi que les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation attendue.

Après la conclusion de l'accord-cadre, l'ACOSS, lorsqu'elle souhaite commander les prestations objet de la présente opération, passe des bons de commandes auprès du titulaire de l'accord-cadre retenu par l'ACOSS.

Conformément à l'article R. 2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commande sont émis sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités fixées à l'article 7 du présent accord-cadre.

Les bons de commande, émis sur le fondement de l'accord-cadre, sont notifiés au titulaire par l'ACOSS, pendant la durée de validité contractuelle dudit accord-cadre.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

## **ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents qui constituent le présent accord-cadre et le contrat entre les parties, sont affectés d'un ordre de priorité, défini ci-après, permettant de statuer sur les contradictions éventuelles qui pourraient se faire jour à la lecture des documents.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, en cas de différence donc entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces derniers prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés :

- l'acte d'engagement du complété, daté et signé concerné;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° P2504-AOO-SGCA et son annexe « déclaration d'absence de conflit d'intérêts » dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° P2504-AOO-SGCA dont l'exemplaire conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- l'offre financière du titulaire formalisée dans le cadre de réponse financier;
- l'offre technique du titulaire formalisé dans le cadre de réponse technique.

Si le titulaire joint à son offre des conditions générales de vente, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre et ses annexes et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-FCS sont précisées à l'article 25 du présent CCAP.

#### ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu, conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, sans montant minimum.

Toutefois, l'accord cadre est conclu avec un montant maximum sur sa durée totale :

- **217 715.67 € HT, soit 261 258.80 € TTC sur sa durée totale, soit sur 4 ans.**

**Le montant estimé est de 205 392.14 euros HT, soit 246 470.57 euros sur la durée totale du marché. Cette estimation est donnée à titre indicative.**

Le nombre de réunions sur une période de 4 ans est de 200 (environ 50 par année).

Le nombre de pages retranscrites s'élève à 10 000 pages.

#### ARTICLE 6 – DUREE DU PRESENT MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit **3 fois** pour la même durée de **12 mois** sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder **48 mois**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de quatre mois.

L'ACOSS se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans les conditions de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

#### ARTICLE 7 – EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Les caractéristiques des prestations attendues sont spécifiées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières n° **P2504-AOO-SGCA**.

Toute communication, orale ou écrite, avec l'ACOSS doit être réalisée en français.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes selon les modalités suivantes :

##### 7.1 Emission des bons de commande

L'ACOSS adresse les bons de commandes au titulaire soit par télécopie, soit par lettre recommandée avec accusé réception soit par voie dématérialisée, cette dernière forme devant être confirmée par le titulaire dès réception du courriel.

L'ACOSS émet donc au titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des commandes par référence au cadre de réponse financier du présent accord-cadre.

##### 7.2 Contenu et durée d'un bon de commande

Quel que soit le support, les bons de commande comprennent au moins les mentions obligatoires suivantes :

- un numéro d'ordre ;
- la référence à l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le délai d'exécution ou de livraison de la prestation commandée et la date de remise du livrable attendu ;
- la désignation de la prestation commandée et sa consistance définie en fonction de l'unité de facturation adéquate ;
- le lieu d'exécution et de livraison ;
- les prix H.T et TTC applicables par référence au cadre de réponse financier du titulaire.

Les bons de commande sont signés par le Directeur de l'ACOSS ou son représentant.

Les délais fixés dans les bons de commande par l'ACOSS doivent être conformes aux délais éventuellement fixés par le titulaire dans l'offre jointe au présent accord-cadre qui constituent un engagement contractuel ou, à défaut, ceux précisés dans le C.C.T.P.

Toute livraison est faite à l'adresse précisée sur chaque bon de commande dans les conditions de l'article 27 du CCAG-FCS. Les frais de transport sont à la charge du titulaire (livraison franco de port et d'emballage).

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis de livraison peut être accordée par l'ACOSS dans les conditions des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

La durée d'exécution maximale d'un bon de commande est fixée à un an au plus.

S'agissant de la durée de validité des bons de commande :

- Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.
- La durée d'exécution des bons de commande ne peut en tout état de cause, excéder de trois mois la fin de la durée de validité du présent accord-cadre.

#### **ARTICLE 8 – VERIFICATION ET RECEPTIONS DES PRESTATIONS, OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE**

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par l'ACOSS ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions des articles 27 et 30 du CCAG – Fournitures courantes et services.

L'ACOSS dispose d'un délai maximum de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, à compter de :

- la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations au pouvoir adjudicateur, pour les vérifications effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ;
- la date à laquelle le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées, pour les vérifications qui sont effectuées en dehors des locaux du pouvoir adjudicateur.

Les décisions de réception avec réfaction, d'ajournement et de rejet sont motivées.

En cas de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un délai fixé par l'article 30.2 du CCAG-FCS pour faire ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'ACOSS.

Si le titulaire fait des observations ou procède aux corrections demandées, l'ACOSS dispose, conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, d'un délai maximum de 15 jours ouvrés pour prendre une décision définitive.

Plusieurs documents peuvent faire l'objet d'une vérification groupée par l'ACOSS, dans les conditions prévues ci-dessus.

Le titulaire s'engage à livrer les retranscriptions intégrales dans un délai de trois jours ouvrés maximum pour une réunion d'une demi-journée et de cinq jours ouvrés maximum pour une réunion d'une journée (correspondant à deux demi-journées).

Sont pris en compte pour le calcul des délais, les jours ouvrés de la personne publique, à savoir : du lundi au vendredi de 8H30 à 12h et de 14h à 18 h, samedi, dimanche, jours fériés exclus.

Le délai de livraison peut être fixé à 24 heures pour une remise urgente d'un extrait in extenso.

Chaque délai commence à courir à compter du lendemain de la réunion et prend fin à compter de la date de remise à la personne publique des livrables attendus.

Il ne comprend pas les opérations de vérifications et admission effectuées par la personne publique telles que visées à l'article ci-dessus

Les documents devront être rédigés en français.

#### **ARTICLE 9 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

L'ACOSS peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais précisés dans le bon de commande. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit informer l'ACOSS, par voie dématérialisée, des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai fixé et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, il dispose pour cela d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Une prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, l'ACOSS notifie par voie dématérialisée au titulaire sa décision dans le délai maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai maximal d'exécution défini dans le bon de commande et éventuellement prolongé.

Conformément à l'article 21.5 du CCAG-FCS, un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées ci-dessous.

#### **ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**



## **Sur l'utilisation des résultats**

### **– Droits de l'Acoss**

La cession, au profit de l'ACOSS, des droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale afférents aux prestations objet de l'accord-cadre, s'effectue dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire cède à l'ACOSS avec l'ensemble des garanties de droit et de faits associés, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux et notamment les droits d'exploitation, de reproduction, d'adaptation, de traduction de l'ensemble des livrables et prestations réalisées dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du présent accord-cadre, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de rupture dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » du présent document.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'ACOSS sans restriction.

Pour satisfaire aux prescriptions, des articles L. 131-3 et L. 122-6 du Code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

#### **Pour le droit de reproduction :**

- le droit de reproduire ou de faire reproduire tout ou partie des éléments cédés, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD-Rom, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur, et ce sans limitation de nombre.

Pour le droit d'adaptation :

- le droit d'adapter, de faire adapter tout ou partie des éléments cédés, le droit de les corriger, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser ;
- la traduction ou toute autre modification des éléments cédés, en tout ou partie, en toute langue.

#### **Pour le droit de représentation :**

- le droit, pour tout ou partie des éléments cédés, de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous les réseaux de télécommunications, actuels ou futurs, tel que l'Internet, par tout moyen de

télédiffusion, et ce, sur tout support, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.

**Pour le droit de distribution :**

- la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, en tout ou en partie, par tout procédé et sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public sans limitation.

**Pour le droit d'usage :**

- le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, les éléments cédés, aux fins d'effectuer toute forme de traitement à quelque titre que ce soit.

**Pour le droit d'exploitation :**

- le droit de rétrocéder à des tiers en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- la présente cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée.

Au terme de cette cession, le titulaire reconnaît ne plus disposer d'aucun droit sur les éléments cédés ci-dessus visés.

L'ACOSS reste par ailleurs seule titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins des présentes ou auquel ce dernier pourrait avoir accès.

## **ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

La réussite du projet dépend de la collaboration étroite entre le titulaire et l'ACOSS dans les conditions définies ci-dessous.

### **10.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **10.1.1 – Obligations liées à la profession**

En tant que professionnel, le titulaire est tenu au strict respect des lois et réglementations en vigueur ainsi que des codes de déontologie s'ils existent.

A ce titre, il s'engage à ne soumettre à l'ACOSS aucune proposition qui serait contraire à ces textes.

Il doit par ailleurs, déployer tous les soins, le savoir-faire et la diligence nécessaires pour parvenir au résultat escompté et à la réussite de sa mission.

Il est investi tout au long de l'exécution du présent accord-cadre, d'une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations envers l'ACOSS.

Le titulaire doit fournir à l'ACOSS l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer impérativement l'ACOSS en cas de constatation d'un incident technique ou toutes autres difficultés dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, et pouvant remettre en cause la réalisation des prestations. En cas de non-respect de cette obligation, ceci constituerait un manquement du titulaire à son devoir de mise en garde, pouvant justifier le rejet des prestations par l'ACOSS.

#### **10.1.2 – Obligation de confidentialité**

Une information confidentielle désigne toute information quelque soit la forme (orale, écrite, électronique...) et quelque soit la nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sur tout support propriété de l'ACOSS, communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'ACOSS pour l'exécution des prestations du présent accord-cadre/marché.

Les informations et renseignements fournis par l'ACOSS, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses sous-traitants éventuels auraient eu connaissance durant l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne conserver aucune copie des livrables réalisés, des documents et des fichiers informatiques remis par l'ACOSS, à l'issue de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'ACOSS à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre;
- ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'ACOSS à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'ACOSS, les organismes du recouvrement autorisés par l'ACOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent accord-cadre.

En outre, le titulaire s'engage à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'ACOSS lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'ACOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

#### **10.1.3 – Interlocuteurs techniques**

##### 10-1-3-1 Interlocuteurs privilégiés

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur désigné en tant que Directeur de projet, qui suivra l'exécution de l'accord-cadre.

Dès la notification d'une commande, le titulaire informe l'ACOSS, de l'identité de l'interlocuteur désigné en tant que Chef d'étude, qui suivra l'exécution de la commande.

Ces interlocuteurs doivent être impérativement de profils au moins équivalents à ceux présentés dans l'offre du titulaire.

#### 10-1-3-2 Garantie de continuité des prestations

Le titulaire garantit l'exécution des prestations définies qui le concerne, conformément à son offre technique.

Pour satisfaire à cette obligation, le titulaire met en œuvre pour l'accord-cadre, les moyens matériels et humains qu'il estime nécessaires.

Il ne peut être exonéré de cette obligation en cas de défaillance relevant de son fait, sauf si cette défaillance est due à des circonstances présentant les caractères d'extériorité, d'imprévisibilité et d'irrésistibilité de la force majeure.

- En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, l'ensemble de l'accord-cadre ne pourra être remis en cause par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

- Le titulaire avertira l'ACOSS avec un préavis raisonnable, des périodes d'absence prévisibles (congés, formation) afin d'organiser d'un commun accord la continuité des prestations, objet du présent accord-cadre et garantir ainsi le respect des délais d'exécution.

En tout état de cause, le titulaire assume à ses frais la formation du ou des remplaçant(s), consistant en la transmission des connaissances, nécessaires à son (leur) intervention.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de la commande.

#### 10-1-3-3 Equipe du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution attendus.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ACOSS notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations, objet du présent accord-cadre.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences telles que stipulées dans le CCTP ;
- veiller et contrôler le maintien constant des compétences ;
- maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant en termes de nombre.

Afin d'assurer le succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre qui le concerne, des personnels homogènes par prestation, en nombre suffisant, compétents, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui s'y trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ACOSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les interlocuteurs privilégiés (directeur de projet et chef d'étude) et les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si l'ACOSS ne les récusé pas dans le délai de 30 jours à compter de la date de mise à disposition. Si l'ACOSS récusé un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un remplaçant et en informer l'ACOSS.

A défaut de désignation, ou si un remplaçant est récusé dans le délai de 30 jours indiqué ci-dessus, l'ACOSS se réserve la possibilité de recourir aux pénalités prévues à l'article 11-2 du présent CCAP.

#### **10.1.4 – Protection de la main d'œuvre**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire dont le siège est établi en France, ou qui exécute la prestation au moyen de personnels étrangers qu'il détache sur le territoire français, est tenu au respect de la législation française (notamment des normes minimales légales en termes de durée du travail et de rémunération).

Ainsi, le nombre d'heures travaillées doit être conforme à la législation en vigueur. Les heures supplémentaires doivent être rémunérées comme telles.

Le titulaire dont l'exécution de la prestation est faite à l'étranger est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste entièrement responsable du respect de celles-ci auprès de l'ACOSS.

Ces obligations s'imposent sur toute la chaîne de sous-traitance à laquelle le titulaire de l'accord-cadre ferait appel.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du contrat, en fournissant, sur simple demande de l'ACOSS, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions auxquelles il ne peut déroger ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main-d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'ACOSS.

En cas de manquements constatés sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, l'ACOSS pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs du titulaire.

#### **10.1.5 – Protection du système d'information**

Le ou les titulaires et ses sous-traitants éventuels sont tenus de respecter strictement les prescriptions et interdictions figurant dans les documents applicables au sein de l'ACOSS (règlement intérieur, chartes utilisateurs / de bonnes conduites, etc.). Sont notamment visées les règles s'imposant en matière d'utilisation des ressources informatiques, de communications électroniques et téléphoniques, y compris celles qui concernent les moyens d'accès distants au système d'information de l'ACOSS. Les documents applicables au sein de l'ACOSS sont communiqués au titulaire à la notification de l'accord-cadre et ont valeur contractuelle.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur le système d'information de l'ACOSS ainsi que leur niveau d'habilitation (types d'accès et ressources concernées de l'ACOSS).

Par ailleurs, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants éventuels reconnaissent avoir connaissance des infractions définies par le code pénal sur les fraudes informatiques (loi n°2004-575 du 21 juin 2004), notamment :

- le fait d'accéder ou de se maintenir, frauduleusement, dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé de données, et ce avec ou sans suppression ou modification des données (article 323-1 du code pénal) ;
- le fait d'entraver ou de fausser le fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données (article 323-2 du code pénal) ;
- le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé ou de modifier frauduleusement les données qu'il contient (article 323-3 du code pénal) ;
- le fait, sans motif légitime, d'importer, de détenir, d'offrir, de céder ou de mettre à disposition un équipement, un instrument, un programme informatique ou toute donnée conçus ou spécialement adaptés pour commettre une ou plusieurs infractions prévues par les articles 323-1 à 323-3 du code pénal ;
- la tentative d'accomplissement de ces délits (article 323-7 du code pénal) ;
- l'association ou l'entente en vue de les commettre (article 323-4 du code pénal).

D'une manière générale, le ou les titulaire(s) et ses (leurs) sous-traitants s'engagent à mettre en œuvre les dispositifs adéquats et performants pour que la protection du système d'information soit assurée de façon constante, à un niveau de sécurité conforme à la législation et à l'état des technologies durant l'exécution de l'accord-cadre.

## **10.2 – OBLIGATIONS DE L'ACOSS**

### **10.2.1 – Information**

L'ACOSS s'engage à fournir dans les plus brefs délais au titulaire, tous les documents, fichiers informatiques, et informations qu'elle détient, afin de lui permettre de comprendre les prestations qu'il doit effectuer et de les exécuter conformément au délai d'exécution fixé dans le bon de commande.

Il reste entendu que le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'une prolongation de délai d'un bon de commande liée à un manque de diligence de l'ACOSS.

### **10.2.2 – Obligation de confidentialité**

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 11.1.2 ci-dessus, l'ACOSS s'engage à maintenir confidentiels les informations et documents remis par le titulaire et signalés comme tels par celui-ci.

## **ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En complément des stipulations du CCAG en matière de protection des données personnelles, il est précisé que l'ACOSS pourra être amenée à collecter des données à caractère personnel au titre de la gestion administrative du présent Marché. Ainsi, l'ACOSS, en qualité de responsable de traitement, peut

être amenée à collecter nom(s), prénom(s), fonction et adresse email professionnelle des représentants légaux du Titulaire et des interlocuteurs désignés par ce dernier pour la bonne exécution du Marché. Le Titulaire s'engage à ce titre à informer lesdites personnes du contenu du présent article.

La collecte desdites données est réalisée pour les besoins strictement internes de l'ACOSS qui garantit au Titulaire le respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel.

En application de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, l'ensemble des droits des personnes concernées, dont les données sont collectées, traitées et conservées (droit d'accès, droit de rectification, droit d'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle) doivent être exercés par ces personnes auprès du Délégué à la Protection des Données de l'ACOSS, par email à l'adresse [informatiqueetlibertes.acoss@acoss.fr] ou par courrier postal à l'adresse suivante : ACOSS, Informatique et Libertés, 36 rue de Valmy, 93108 Montreuil Cedex; en justifiant dans les deux cas de son identité conformément à l'article 77 du décret n°2019-536 du 29 mai 2019.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, l'intéressé peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Chacune des Parties garantit à l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires en vigueur lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union Européenne.

## **ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

### **12.1 – CLAUSE SOCIALE**

L'URSSAF Caisse Nationale souhaite favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap. A ce titre, elle désire que le futur titulaire l'accompagne dans cette démarche.

Le candidat devra donc démontrer qu'il sera en mesure d'inclure, dans la prestation de factotum, reprographie et gestion du courrier, des personnes en situation de handicap.

Un certain seuil de liberté est laissé au candidat. L'URSSAF Caisse Nationale met à disposition du candidat des seuils qu'il pourra préciser dans son offre. Il pourra alors décider de se contenir au minimum souhaité par la personne publique ou bien de dépasser le seuil minimum.

Dès lors, l'équipe devra être composée d'au moins une personne en situation de handicap.

A ce titre le titulaire pourra recourir à plusieurs moyens afin de répondre à la demande de l'ACOSS :

- La mise à disposition du personnel (association, contrat de professionnalisation, intérim...)
- La co-traitance ou la sous-traitance
- L'embauche directe

Les propositions des candidats pouvant répondre à des considérations sociales seront examinées et répondront au sous-critère concerné de la valeur technique.

Tous les éléments attestant de la mise en œuvre de clauses sociales seront souhaitées (documents du groupements de sous-traitance, contrat de travail etc...).

### **12.2 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE EXCLUSIVEMENT**

Dans le cadre de l'exécution du présent de l'accord cadre, le titulaire doit favoriser :

L'utilisation de logiciels et de matériel informatique à faible consommation électrique,

Une démarche d'économie circulaire (réemploi, recyclage ou valorisation de matériaux) en utilisant du matériel informatique reconditionné, qui intègrent des matériaux recyclés ou recyclables et/ou conçu dans un objectif de durabilité



Le partage du matériel au sein de l'entreprise.

Il doit privilégier la dématérialisation des échanges, l'optimisation des impressions et une gestion des mails et des archives électroniques qui limite la surconsommation liée au stockage des données et à Il doit veiller à limiter l'impact des transports des intervenants sur l'environnement en favorisant des modes de transports plus respectueux de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

En cas de non-respect des obligations prévues dans cet article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 14 du CCAP.

#### **ARTICLE 13 – SUIVI ET CONTROLE DU PRESENT ACCORD-CADRE**

Pour chaque bon de commande, l'URSSAF CAISSE NATIONALE procède au suivi et au contrôle de l'exécution des prestations.

L'URSSAF CAISSE NATIONALE peut émettre au cours de l'exécution d'une prestation, des observations ou recommandations et demander au titulaire que ces dernières soient prises en compte.

Si ce dernier refuse, il s'expose au risque d'une décision de rejet des produits remis et par conséquent à une décision de résiliation de l'accord-cadre.

En tout état de cause, tout ajustement demandé au titulaire par L'URSSAF CAISSE NATIONALE doit être conforme aux prescriptions contractuelles.

Lorsque les prestations sont exécutées chez le titulaire ou ses sous-traitants éventuels, l'URSSAF CAISSE NATIONALE a libre accès aux locaux de ces derniers.

#### **ARTICLE 14 – PENALITES**

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Ces pénalités décrites ci-après dérogent à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information. Dans le cas contraire, l'ACOSS le déduit de plein droit.

Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum de 20% du prix global et forfaitaire annuel hors taxes de la prestation de base.

Par année civile, la somme des pénalités est limitée à un maximum de 33% du prix global et forfaitaire annuel hors taxes de la prestation de base.

Ces pénalités sont fermes sur la durée du marché et sont déductibles du montant hors taxes de la facture.

##### **14-1. Présence aux réunions**

En cas de retard inférieur à une demi-heure par rapport à l'horaire de début de réunion mentionné au bon de commande, il sera appliqué une réfaction de 100 € du coût total de la prestation exécutée.

Cette réfaction sera portée à 200 € en cas de retard compris entre une demi-heure et une heure par rapport à l'horaire de début de réunion mentionné au bon de commande.



Au delà d'une heure de retard par rapport à l'horaire de début de réunion mentionné au bon de commande, une pénalité forfaitaire de 300 € HT. par heure de réunion sera appliquée.

Exemple de clause sur l'absence : En cas d'absence justifiée, le titulaire doit pouvoir mettre en place un remplacement dans des délais raisonnables.

En cas d'absence injustifiée, il sera fait application d'une pénalité de 200 euros HT par réunion en Conseil d'Administration.

#### **14-2. Remise des documents**

En cas de retard dans la remise des documents par rapport aux délais contractuels de remise des retranscriptions visés à l'article 8 du présent chapitre I, une pénalité de 100 €. par jour de retard sera appliquée.

#### **14-3 Retranscription incomplète des débats**

En cas de retranscription incomplète d'une partie des débats, une pénalité forfaitaire de 50 € sera appliquée pour chaque partie manquante.

#### **14-4. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, malgré la mise en demeure de régulariser sa situation, l'ACOSS pourra :

- soit appliquer une pénalité au titulaire. Le montant de la pénalité est alors égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du même code.
- soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions du point 4 de l'article 18 « résiliation pour faute du titulaire » du présent marché.

#### **14.5 RETARD IMPUTABLE A L'URSSAF CAISSE NATIONALE**

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ACOSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'ACOSS sera constaté dans une attestation établie par l'ordonnateur de l'ACOSS laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel,
- définira la durée de la prolongation nécessaire du délai contractuel.

Les pénalités seront déduites d'office des décomptes des sommes dues au titulaire.

### **ARTICLE 16 – PRIX DES PRESTATIONS**

#### **16.1 – PRIX DE REGLEMENT**

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires, tels que fixés dans le cadre de réponse financier, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

A l'exclusion de la révision des prix visée ci-après, les prix fixés dans le cadre de réponse financier du présent accord-cadre, ne sont pas modifiables lors de l'émission des bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit, notamment, des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du

transport et de la livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations.

Les frais de manutention, de transports et autres, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

## 16.2 – REVISION DES PRIX

Le prix de règlement est égal au prix initial pendant les 12 premiers mois à compter de la notification du marché.

A l'issue de cette période, puis en cas de reconduction du marché, chaque année, le prix de règlement est le prix initial révisé, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,20 + (0,80 S / S_0)]$$

dans laquelle,

P	désigne le prix révisé ;
P <sub>0</sub>	désigne le prix indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois d'établissement de l'offre (M0);
S	désigne l'indice mensuel coût horaire du travail révisé - Tous salariés relatifs aux activités de la Section " <i>Activités de services administratifs et de soutien</i> " du mois d'établissement de l'offre,
S <sub>0</sub>	dernier indice connu à la date anniversaire du marché relatif à l'indice mensuel coût horaire du travail révisé - Tous salariés relatifs aux activités de la Section " <i>Activités de services administratifs et de soutien</i> ", (soit le dernier indice connu à la date d'application de la révision de prix).

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui des révisions.

Les bons de commande émis par la personne publique avant la date de prise d'effet de la révision mais en cours d'exécution à cette même date, seront réglés sur la base des prix non révisés.

Un mois au moins avant la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire notifie par lettre recommandée avec accusé réception ou remise contre récépissé, un nouveau cadre de réponse financier, ainsi que les justificatifs des indices concernés par la formule de révision des prix. En cas d'absence de remise du bordereau révisé par le Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, le Titulaire est réputé avoir renoncé au bénéfice de la révision pour l'année à venir.

L'ACOSS dispose d'une période d'un mois pour apprécier les nouveaux prix et contrôler leur évolution.

Les prix issus de la révision n'ont pas à être constatés par voie d'avenant. Ils seront appliqués sur les commandes émises à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

### 16.3 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra pas entraîner une hausse de ceux-ci supérieure à **3%** lors d'une révision. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas accepter les nouveaux prix et de résilier l'accord-cadre.

## ARTICLE 17 – REGIME FINANCIER

### 17.1 – AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, sauf refus du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions des articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est égal à 5 % de chaque bon de commande supérieur à 50.000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à un an.

Lorsque le Titulaire du présent accord-cadre, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande public le taux de l'avance est porté à 10%.

### 17.2 – ACOMPTES

Des acomptes seront versés sur demande du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions réglementaires fixées aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

### 17.3 – LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des prestations sera réglé à compter de la décision de réception prise par l'ACOSS dans les conditions définies plus haut.

### 17.4 – FACTURATION

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire en un original et deux duplicata certifiés conformes à l'original, au compte ouvert au nom du prestataire, qui communiquera à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN, portant les indications suivantes :

- la référence de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- l'objet de la prestation concernée ;
- le/les livrables attendus ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C de la commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Monsieur le Directeur de l'ACOSS.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable de l'ACOSS.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ACOSS la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement doit être présentée par le mandataire et être décomposée en autant de parties qu'il y a de membre de groupement à payer séparément.

Les entreprises titulaires ou sous-traitantes lorsqu'elles sont admises au paiement direct, auront l'obligation d'adresser à l'ACOSS leurs factures par voie électronique, à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro sus-visé.

#### **17.5 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours, dans les conditions des articles R. 2192-12 à R. 2192-30 du Code.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L. 2192-13 du Code de la commande publique. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

#### **17.6 – MODALITES DE PAIEMENT**

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire communique à l'ACOSS un RIB **original** en y faisant apparaître les codes BIC/IBAN.

#### **ARTICLE 18 – SOUS-TRAITANCE**

Chaque titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie de ses obligations au titre du présent accord-cadre qu'avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par l'ACOSS.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ACOSS de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Les sous-traitants pourront être présentés à l'organisme contractant pour acceptation lors de la soumission à l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

En vue de leur agrément, le Titulaire transmet à l'Acoss pour chaque sous-traitant les pièces suivantes :

- un formulaire DC4 à jour de la dernière réglementation dûment renseigné et signé (ou tout document équivalent) ;
- un K-bis ;
- une délégation de signature pour le Titulaire et le sous-traitant (si la personne signataire de la DC4 n'est pas visée dans le K Bis) ;
- une attestation de régularité fiscale au titre de la dernière année pour le sous-traitant ;

- une attestation relative aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales (attestation URSSAF dite " de vigilance" datant de moins de 6 mois) pour le sous-traitant ;
- une présentation des moyens techniques, humains, financiers et professionnels du sous-traitant.

Le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique, au-delà duquel le silence gardé par l'acheteur vaut acceptation implicite du sous-traitant, ne commence à courir qu'à compter de la date de réception de l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

En application de l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant de premier rang a droit au paiement direct dès lors que les conditions d'acceptation et d'agrément sont satisfaites et que le montant de sa créance est d'au moins 600 euros TTC.

#### **ARTICLE 19 – CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB **original** faisant apparaître les codes BIC/IBAN, et, selon les cas, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Par ailleurs, dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent accord cadre du titulaire à cette autre société serait possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétiserait l'accord de l'ACOSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant devrait comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

L'ACOSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

#### **ARTICLE 20 – RESPONSABILITE – ASSURANCES COMMUN**

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 21 – RESILIATION COMMUN**

##### **21.1 – RESILIATION UNILATERALE**

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, par l'ACOSS, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS, qu'il y ait ou non faute du titulaire. La décision de l'ACOSS stipule la date à laquelle elle devient effective et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, celle-ci sera motivée par l'ACOSS.

En l'absence de faute du titulaire, celui-ci a droit à être indemnisé du préjudice qu'il aurait subi, ainsi qu'il est prévu à l'article 42 du CCAG FCS sus-visé.

##### **21.2 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG-FCS, l'ACOSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, après mise en demeure, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

1. en cas de non respect par le titulaire des obligations de confidentialité, tel que prévu à l'article 11.1.2 du présent CCAP;
2. en cas de non respect par le titulaire des obligations de protection des données personnelles, tel que prévu à l'article 12 du présent CCAP
3. en cas de non respect par le titulaire des obligations relatives à la clause environnementale, tel que prévu à l'article 13.2 du présent CCAP ;
4. en cas de décision de rejet par l'ACOSS, tel que prévu à l'article 8 du présent accord-cadre ;
5. L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque le titulaire en cause n'a pas apporté la preuve, dans un délai maximum de deux mois, après mise en demeure de l'ACOSS, de la régularisation de sa situation délictuelle au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du code du travail.
6. Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.  
Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le titulaire, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

7. D'une manière générale, en cas de fautes et/ou de retards répétés du titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, qui rendraient impossible la poursuite des relations contractuelles avec le titulaire.

La résiliation ne pourra être prononcée si les fautes et/ou retards constatés résultent d'un cas de force majeure ou si le titulaire remplace tout ou partie des prestations défaillantes par des prestations au moins équivalentes. Les frais nécessaires à la réalisation de la prestation définitive restent à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 22 – CLAUSES DE REEXAMEN**

Un déménagement entraînant une modification du lieu des prestations interviendra en cours de marché.

Ainsi, il est prévu un déménagement du site de Montreuil ( situé actuellement à l'adresse Gaumont 3 - 36 rue de Valmy 93 Montreuil) à l'adresse Immeuble Terra Nova 1, 68/70 rue de Lagny, 93 Montreuil , courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2027 (estimation).

La modification du lieu des prestations se fera sans avenant.

Le Titulaire sera informé du déménagement par l'ACOSS par courrier ou courriel, avec accusé de réception au moins un mois avant la date de modification du lieu des prestations, indiquée dans le courrier ou le courriel d'information.

A compter de cette date, toutes les prestations commandées dans le cadre du présent marché seront exécutées à la nouvelle adresse.

## **ARTICLE 23 – LITIGES**

Dans les cas où le présent accord-cadre donnerait lieu pour son interprétation ou son exécution à une action judiciaire, celle-ci serait réglée selon les dispositions du CCAG-FCS.

Les litiges, qui ne peuvent faire l'objet d'un règlement amiable sont soumis à la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Montreuil (93100).

#### **ARTICLE 24 – CONFLIT D'INTERETS**

Au sens de la réglementation applicable en matière de marchés publics, le conflit d'intérêts est défini comme « toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public ».

Le titulaire s'engage à maintenir, en toutes circonstances, son indépendance dans l'accomplissement de sa mission.

Si le titulaire constate que l'exercice d'une mission est susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, il doit en informer sans délai l'ACOSS.

Au regard de la situation qui lui a été rapportée, l'ACOSS peut décider de retirer temporairement ou définitivement la mission litigieuse au titulaire, sans indemnité.

En cas de cotraitance, la mission peut être répartie entre le ou les autre(s) cotraitant(s), de sorte que le(s) cotraitant(s) placé(s) dans une situation de conflits d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts soi(en)t exclu(s) de la mission litigieuse.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces stipulations non seulement à ses salariés mais également à tout sous-traitant auquel il pourrait avoir recours pour l'exécution du présent marché.

Toute situation de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts non déclarée peut emporter la résiliation du marché, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

#### **ARTICLE 25 – DEROGATIONS AU C.C.A.G / FCS**

Les dispositions suivantes du présent C.C.A.P. dérogent aux clauses du C.C.A.G. FCS applicable :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG/FCS.

L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.